

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
C.C.A.P.**

MARCHÉ N°2026-004

Objet : Acquisition d'instrumentation d'imagerie, de tomographie et de culture pour le développement du bioréacteur cornéen comprenant le trabéculum pour l'étude du glaucome, de son traitement et de l'étude de la physiopathologie du segment antérieur de l'œil pour l'Université Jean Monnet

Lot 1 : Acquisition d'un système de caractérisation de topographie de surface

Lot 2 : Acquisition d'un système OCT confocal (Optical Coherence Tomography)

Lot 3 : Acquisition d'un cytomètre analyseur de cellules

Lot 4 : Acquisition d'un système complet de microfluidique à débit et pression contrôlé pour la culture cellulaire

Dans l'ensemble des communications entre titulaire et acheteur et dans les pièces contractuelles et du marché, les durées exprimées en heures ou en jours, faute de précision contraire, sont à comptabiliser en heures réelles ou en jours calendaires.

SERVICE ACHAT ET MARCHES PUBLICS

Affaire suivie par :

Mme MAURICE-CLÉMENT

Mme ROUSSEL ☎ 04 69 66 11 42

SOMMAIRE

1	ENGAGEMENT DU TITULAIRE.....	5
2	OBJET - FORME DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES – SPECIFICATIONS TECHNIQUES.....	5
	2.1 Objet du marché.....	5
	2.2 Montant	5
	2.3 Allotissement	5
	2.4 Options au sens du droit de l'Union Européenne	5
	2.4.1 Marché de prestations similaires	5
	2.4.2 Prestation supplémentaire éventuelle (PSE)	5
	2.4.3 Tranches optionnelles	6
	2.5 Type de marché.....	6
	2.6 Durée du marché	6
	2.7 Dispositions Générales	6
	2.7.1 Personne publique.....	6
	2.7.2 Documents contractuels.....	6
	2.7.3 Sous-traitance	7
	2.8 Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail	7
	2.9 Forme des notifications et communications	7
	2.10.1 Modifications tenant au prix	8
	2.10.2 Modifications tenant au titulaire du marché	8
	2.10.4 Modifications en cas de circonstances imprévisibles	9
	2.11 Marché complémentaire de fournitures	9
	2.12 Informations techniques.....	9
	2.12.1 Spécifications techniques.....	9
	2.12.2 Normes, écolabels.....	9
	2.12.3 Documentation technique	9
	2.12.4 Variantes techniques	10
3	MODALITES PARTICULIERES D'EXECUTION.....	10
	3.1 Passation – Exécution des commandes	10
	3.2 Emballage.....	10
	3.3 Livraison.....	10
	3.4 Installation et Mise en ordre de marche du matériel	11
	3.5 Formation.....	11
	3.6 Déchets d'Equipements Electriques Electroniques	12
4	OPÉRATIONS DE VÉRIFICATION.....	12
5	TRANSFERT DE PROPRIÉTÉ	14
6	GARANTIE MAINTENANCE - INTERVENTIONS.....	14
	6.1 Garantie.....	14
	6.2 Maintenance préventive	14
	6.3 Modalités d'intervention - Maintenance	15
	6.4 Garantie contre les vices cachés	15
	6.5 Garantie par rapport aux tiers.....	15
7	RGPD	15
	7.1 Conformité au Règlement Général sur la Protection des Données	15
	7.2 Délégué à la Protection des Données (DPD) / Data Privacy Officer (DPO)	15
	7.3 Mesures de sécurité	15
	7.4 Description des traitements de données à caractère personnel pilotés par le prestataire en son nom ou en sous-traitance	16
	7.5 Registre des catégories d'activité de traitement.....	16
	7.6 Sort des données	16
	7.7 Documentation	16
8	ASSURANCES.....	16
9	PENALITES.....	16
	9.1 Dépassement du délai contractuel d'exécution	17
	9.2 Défaut de maintenance.....	17
	9.3 Exécution par défaut	17

	9.4 Pénalités pour travail dissimulé	17
	9.5 Pénalités pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialités	17
10	RELATIONS AVEC L'UNIVERSITE	18
11	OBLIGATION DE DISCRÉTION - SECRET PROFESSIONNEL	18
12	CLAUSE D'ÉVOLUTION DU MATÉRIEL	18
13	DEROGATION A L'EXCLUSIVITE DE L'ACCORD-CADRE	19
14	PRIX ET REVISION DES PRIX	19
	14.1 Prix	19
	14.2 Actualisation	19
	14.3 Variation des prix	19
	14.4 Clause de sauvegarde	19
15	AVANCE FORFAITAIRE	20
16	RETENUE DE GARANTIE	20
17	PAIEMENT - ÉTABLISSEMENT DES FACTURES	21
	17.1 Présentation des factures	21
	17.2 Paiement	21
	17.3 Délai de paiement	22
	17.4 Cession ou nantissement de créance	22
18	UNITE MONETAIRE	22
19	RESILIATION	22
20	DOCUMENTS A PRODUIRE EN COURS DE MARCHE	23
21	DEROGATIONS	24

**MARCHE PASSE EN APPEL D'OFFRES OUVERT EN APPLICATION DES ARTICLES L2120-1 A L2125-1
ET SUIVANTS DU CODE DE LA COMMANDE PUBLIQUE**

ENTRE LES SOUSSIGNES :

L'UNIVERSITE JEAN MONNET
10 rue Tréfilerie
CS 82301
42023 Saint-Etienne cedex 02

représentée par **Monsieur Le Président de l'Université Jean Monnet,**

Ci-après, désigné « l'Université Jean Monnet », ou « le pouvoir adjudicateur »

d'une part,

et,

La Société,

Ci-après, désignée « le titulaire »,

d'autre part,

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIT :

1 **ENGAGEMENT DU TITULAIRE**

Le titulaire s'engage envers l'Université Jean Monnet de Saint-Etienne à exécuter les prestations ci-après décrites aux conditions stipulées par le présent marché. Il s'engage à respecter les clauses de la Charte des achats de l'Université (consultable sur www.univ-st-etienne.fr).

2 **OBJET - FORME DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES – SPECIFICATIONS TECHNIQUES**

2.1 **Objet du marché**

Le présent cahier des clauses administratives particulières a pour objet de définir les conditions d'acquisition de plusieurs instruments permettant l'imagerie et la caractérisation des différentes structures matricielles, cellulaires et tissulaire de la cornée et des tissus périphériques dont notamment le trabéculum, dans le cadre de l'étude de la physiologie et des pathologies du segment antérieur de l'œil, pour le Laboratoire BiiO (Biologie, Ingénierie et Imagerie pour l'Ophtalmologie) de la Faculté de Médecine de l'Université Jean Monnet de Saint Etienne.

Les systèmes présents dans l'offre permettront la caractérisation de l'état de surface de ces différents tissus, leur imagerie en "live" et dans leur état fixé, la caractérisation des populations cellulaires présentes ainsi que leur culture en laboratoire

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.).

2.2 **Montant**

Les montants sont définis à l'Acte d'Engagement.

2.3 **Allotissement**

Ces prestations sont réparties en 4 lots :

Lot 1	Acquisition d'un système de caractérisation de topographie de surface
Lot 2	Acquisition d'un système OCT (Optical Coherence tomography)
Lot 3	Acquisition d'un cytomètre analyseur de cellules
Lot 4	Acquisition d'un système complet de microfluidique à débit et pression contrôlé pour la culture cellulaire

2.4 **Options au sens du droit de l'Union Européenne**

2.4.1 *Marché de prestations similaires*

Sans objet.

2.4.2 *Prestation supplémentaire éventuelle (PSE)*

Le marché comporte les PSE/options suivantes facultatives :

<i>n° lot</i>	<i>Intitulé du lot</i>	<i>Désignation de la PSE</i>
Lot 1	Topographe de surface	PSE facultative : Maintenance préventive de 2 ans à compter de l'admission si l'offre propose un appareil d'occasion ou de démonstration
Lot 2	Système OCTconfocal (Optical Coherence Tomography)	PSE facultative : Maintenance préventive de 2 ans à compter de l'admission si l'offre propose un appareil d'occasion ou de démonstration

Lot 3	Cytomètre analyseur de cellules	PSE facultative : Maintenance préventive de 2 ans à compter de l'admission si l'offre propose un appareil d'occasion ou de démonstration
Lot 4	Système complet de microfluidique à débit et pression contrôlé pour la culture cellulaire	PSE facultative : Formation (sur site, en ligne ou selon tout autre mode) pour 3 personnes aux bases de l'utilisation de l'appareil, du logiciel et à sa maintenance le cas échéant.

2.4.3 Tranches optionnelles

Le marché n'est pas fractionné en tranche.

2.5 Type de marché

Il s'agit d'un marché ordinaire.

2.6 Durée du marché

Concernant les prestations d'acquisition des matériels pour chacun des lots :

Le marché est passé à compter de sa notification pour une exécution de la prestation dans les délais fixés par le titulaire dans sa réponse à la mise en concurrence.

Concernant les prestations de maintenance préventive des lots 1, 2 et 3 :

Les prestations de maintenance préventive débutent à compter de l'admission du matériel pour une durée de 2 ans.

2.7 Dispositions Générales

2.7.1 Personne publique

Les représentants de la personne publique sont définis dans l'acte d'engagement relatif à chaque établissement.

Au sens du cahier des clauses administratives générales, sont désignés :

- Personne publique contractante :

Université Jean Monnet - Etablissement Public Expérimental représenté par son Président

- Représentant du pouvoir adjudicateur, en vertu du décret n°2024-1155 du 4 décembre 2024 portant création de l'Université Jean Monnet et approbation de ses statuts :

Le Président de l'Université Jean Monnet

- Personne habilitée à recevoir les documents devant être adressés au pouvoir adjudicateur :

La Personne Responsable du Service Achat & Marchés Publics

- Comptable assignataire des paiements :

L'Agent Comptable de l'Université Jean Monnet

2.7.2 Documents contractuels

L'article 4.1 du CCAG/FCS n'est pas applicable. Le présent contrat est régi par les documents ci-après, qui en cas de dispositions contradictoires prévalent dans l'ordre suivant :

- L'Acte d'Engagement, et ses annexes, dans la version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par mise au point ou par avenant

- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.), et ses éventuelles annexes
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de Fournitures Courantes et de Service (C.C.A.G. – F.C.S.), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Le Cahier des Clauses Techniques Générales (C.C.T.P.) et ses éventuelles annexes,
- La Décomposition des Prix Globaux et Forfaitaires (D.P.G.F.) – à l'exception des quantités le cas échéant, non contractuelles, les prix étant forfaitaires. En cas d'incohérence ou d'erreur de calcul le montant total HT de la DPGF prime.
- Le devis détaillé
- Le Mémoire Justificatif de l'Offre (M.J.O.) par lot
- L'offre technique détaillée complémentaire éventuelle

L'exemplaire original conservé dans les archives de l'Université Jean Monnet fait seul foi.

Toute clause portée dans les documentations du titulaire contraire aux dispositions des autres pièces constitutives du marché est réputée non écrite. Les conditions générales de vente du titulaire sont concernées par cette disposition.

2.7.3 Sous-traitance

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché à condition d'avoir obtenu préalablement du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

Le recours à la sous-traitance sans acceptation préalable et sans agrément préalable des conditions de paiement, expose le titulaire à l'application des mesures de résiliation pour faute. Il en est de même si le titulaire a fourni, en connaissance de cause, des renseignements inexacts à l'appui de sa demande de sous-traitance.

En cas de sous-traitance, le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché.

2.8 Protection de la main d'œuvre et des conditions de travail

Le titulaire s'engage au respect des conventions de l'Organisation Internationale du Travail indiquées article 6.1 du CCAG/FCS. Il doit être en mesure de le justifier sur demande en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie de la prestation.

2.9 Forme des notifications et communications

En application de l'article 3.1 du CCAG FCS, la notification des décisions, observations ou information qui font courir un délai seront envoyées par la plateforme PLACE, à l'adresse suivante :

www.marches-publics.gouv.fr

Le titulaire devra veiller à ce que l'adresse mail utilisée pour s'inscrire sur la plateforme pour remettre son offre, soit accessible et consultée régulièrement. Le titulaire ne pourra s'en prévaloir pour justifier un retard d'exécution.

En cas de dysfonctionnement de la plateforme, les échanges via un support électronique sont tolérés.

Il est déterminé qu'un accusé de réception (AR) doit être fourni pour chaque communication dématérialisée. Le pouvoir adjudicateur ne peut être tenu pour responsable d'un changement d'interlocuteur non signalé par le titulaire. Celle-ci peut avoir lieu par l'intermédiaire de la plateforme de référence de l'université Jean Monnet ou par biais de mail.

En cas de groupement, la notification se fait au mandataire pour l'ensemble du groupement.

2.10 Clauses de réexamen

En application des articles L2194-1 et R2194-1 du Code de la commande publique, et en complément des clauses permettant le réexamen du marché qui pourraient être incluses dans d'autres dispositions, le présent marché pourra être modifié quel que soit le montant de la modification, dans les circonstances prévues aux articles ci-dessous.

Les modifications listées feront l'objet d'un écrit qui, en fonction de la modification envisagée, prendra la forme appropriée : avenant, décision de poursuivre, ordre de service, marché complémentaire...

2.10.1 Modifications tenant au prix

Les prix du marché pourront être modifiés selon les cas et dans les modalités énoncées ci-dessous.

En raison de la disparition d'un indice ou d'un index inclus dans la clause initiale, la clause de variation des prix pourra être modifiée, à condition que son remplacement n'entraîne pas un bouleversement majeur dans l'économie du marché.

Le prix pourra être révisé en dehors des circonstances prévues par la clause de révision, selon les mêmes modalités de calcul, dès lors que de nouvelles obligations induites par un changement de norme nationale ou européenne, qui étaient difficilement prévisibles au moment de la réponse à la consultation, et extérieures aux parties et viennent peser sur le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles.

La rémunération pourra être révisée dans les mêmes conditions, dès lors que le contexte économique, résultant notamment d'une pandémie ou d'une guerre, engendre des surcoûts pour le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles. A ce titre, sous couvert de justificatifs économiques et comptables, la révision pourra aller au-delà du plafond de 7% prévu à la clause de sauvegarde.

2.10.2 Modifications tenant au titulaire du marché

Le présent marché pourra être modifié, après transmission des justificatifs par le titulaire et après silence gardé par l'université Jean Monnet au-delà de 5 jours ouvrés à compter de cette réception, sans qu'il soit besoin de l'acter par avenant dans les circonstances suivantes :

- Changement de dénomination sociale de l'entreprise
- Changement de coordonnées bancaires
- Changement d'adresse

Dans le cas d'une restructuration de l'entreprise titulaire, le contrat pourra être cédé au profit d'un nouveau titulaire à condition que cette modification n'entraîne aucune modification substantielle du contrat que l'opérateur économique présenté remplit les critères de sélection initiaux.

L'université Jean Monnet pourra qualifier un mandataire pour la reprise de l'exécution du marché.

En cas de désistement au cours de l'exécution, d'un ou plusieurs membres du groupement, ce ou ces derniers pourront être substitués par un ou plusieurs opérateurs économiques, sans qu'il soit besoin de faire une mise en concurrence, quel que soit le montant de la modification, à condition que le ou les titulaires de substitution remplissent les critères de sélection initiaux.

2.10.3 Extension de périmètre

Les prestations prévues au présent marché pourront être étendues au bénéfice de l'Ecole Nationale Supérieure d'Architecture de Saint Etienne (ENSASE) sise 1 rue Buisson à Saint Etienne – établissement composante de l'Etablissement Public Université Jean Monnet et

disposant d'une personnalité juridique distincte. Cette extension de périmètre donnera lieu à un avenant qui en précisera les modalités exactes.

2.10.4 Modifications en cas de circonstances imprévisibles

Lorsque la poursuite de l'exécution du marché est impactée par une circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir, au moment de la conclusion du contrat, dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché, le titulaire pourra proposer à l'Université Jean Monnet :

- Une modification des délais contractuels ;
- Une modification des prix initiaux limitée à 50% du montant initial du marché ;
- Une modification de la fréquence de la clause de variation en cas de survenance des événements susmentionnés qui pourraient, en cours d'exécution, venir altérer l'équilibre financier ;
- La suspension temporaire de la clause de sauvegarde ou de la clause butoir.

Cette demande sera accompagnée de justificatifs permettant d'en apprécier le bien-fondé. Après accord écrit de l'Université Jean Monnet, la prise en compte de ces modifications sera notifiée dans les meilleurs délais au titulaire par tout moyen permettant de donner une date certaine.

Ces modifications pourront prendre la forme d'une décision unilatérale ou d'un avenant. La date d'entrée en vigueur ainsi que la durée d'application seront déterminées dans l'acte juridique. Les modifications s'appliqueront aux commandes qui seront effectuées à compter de cette date.

A la fin de la période d'application prévue, l'Université Jean Monnet et le titulaire examineront de bonne foi si la circonstance imprévisible modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché est toujours actuelle. Toute prolongation ou nouvelle modification devra faire l'objet d'un avenant ou d'une décision unilatérale. La reconduction ne pourra en aucun cas être tacite

2.11 Marché complémentaire de fournitures

En cas de nécessité et si les conditions posées à l'article R2122-4 du Code de la commande publique sont réunies, la personne publique pourra recourir à la passation d'un marché complémentaire de fournitures.

2.12 Informations techniques

2.12.1 Spécifications techniques

Les spécifications techniques minimales des prestations objets du présent marché sont indiquées dans le C.C.T.P.

2.12.2 Normes, écolabels

Le titulaire veille au respect des prescriptions législatives et réglementaires en vigueur. Il doit être en mesure de le justifier sur simple demande en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie de la prestation.

2.12.3 Documentation technique

Le titulaire s'engage à fournir au plus tard à la livraison et sans supplément de prix toute la documentation et ses éventuels rectificatifs rédigés en langue française nécessaires à une utilisation et à un fonctionnement corrects des fournitures livrées et leur maintenance éventuelle. Si la documentation accompagnant le matériel n'est pas fournie, le matériel est réputé non livré tant que cette documentation fait défaut.

2.12.4 Variantes techniques

Sans Objet.

3 MODALITES PARTICULIERES D'EXECUTION

Le titulaire a une obligation de résultat dans la réalisation de l'ensemble des prestations telles que décrites dans le marché.

3.1 Passation – Exécution des commandes

Le soumissionnaire fixe, dans sa réponse à l'appel d'offres, le délai de livraison sur lequel il s'engage pour la durée du marché.

3.2 Emballage

Pour ce qui est de l'emballage des colis, le choix doit être conforme à des critères écologiques contribuant à la protection de l'environnement et, leur qualité appropriée aux conditions et modalités de transport.

Contrairement à l'article 20.2.2 du CCAG/FCS, les emballages ne restent pas la propriété du titulaire sauf enlèvement tel que prévu à l'article ci-dessous.

3.3 Livraison

Le point de départ du délai de livraison est la date de notification du marché. La livraison se fera à l'adresse suivante :

*Université Jean Monnet - Faculté de Médecine – Laboratoire BiiO
1^{er} étage (les salles seront précisées par le technicien lors de la livraison)
Campus Santé innovations, 10 Rue de la Marandière,
42770 Saint Priest en Jarez*

Cependant, si la date de livraison souhaitée par l'Université Jean Monnet est ultérieure à la date de livraison proposée par le titulaire, elle sera indiquée dans le courrier de notification du marché.

L'ensemble des équipements sera livré dans le service concerné dans les délais fixés article 3.1 du présent CCAP. Dans le cas contraire, des pénalités pourront être appliquées (cf. art. 9).

Le marché comprenant la livraison des prestations, le titulaire est réputé avoir pris connaissance des lieux. Il ne pourra par la suite invoquer une méconnaissance des lieux pour modifier son prix ou prétendre à une rémunération complémentaire de la part de la Personne Publique. La visite des différents sites n'est pas organisée par la Personne Publique. Néanmoins, il appartient à chaque soumissionnaire de prendre toutes les dispositions qu'il jugerait nécessaires avant de remettre sa proposition.

Le transport s'effectue sous la responsabilité du titulaire. Les risques afférents au transport et à la livraison et manutention des fournitures relatives au présent marché sont à la charge du titulaire.

La livraison s'entend acheminement et déchargement de la marchandise dans les locaux du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire est tenu de prendre contact avec le laboratoire BiiO dès notification pour organiser sa livraison et sa mise en service. Les contacts seront indiqués dans le courrier de notification du marché.

Contrairement à l'article 19 du CCAG/FCS, le pouvoir adjudicateur n'informerait pas le titulaire de la disponibilité des locaux.

Aucune livraison partielle ne sera acceptée, sauf accord du service concerné.

La livraison doit être accompagnée d'un bulletin où sont précisés :

- le nom du Laboratoire BiiO de l'Université Jean Monnet,
- le lieu de livraison,
- la date d'expédition,
- la référence à la commande, et le numéro de marché, et le numéro du lot
- l'identification du titulaire,
- l'identification des fournitures livrées et, quand il y a lieu, leur répartition par colis,
- le numéro du ou des lots de fabrication, dans le cas à la réglementation l'impose en matière d'étiquetage.

Chaque commande doit porter de façon apparente, son numéro d'ordre tel qu'il figure sur le bon de livraison. Il renferme l'inventaire de son contenu.

L'article 21.3 du CCAG/FCS n'est pas applicable au présent marché. La livraison des fournitures est constatée par la signature du bon de livraison dont chaque partie conserve un exemplaire. Le signataire au titre de l'Université Jean Monnet est l'agent en charge des réceptions ou par extension son supérieur hiérarchique. En cas d'impossibilité de livrer, celle-ci doit être mentionnée sur ce document.

La signature ne vaut pas acceptation sans réserve.

3.4 Installation et Mise en ordre de marche du matériel

Pour les lots 1-2-3 :

Le matériel livré est installé et mis en service par le titulaire en lieux et places indiqués par l'Université Jean Monnet dans le délai maximum de 3 jours après la livraison.

Le titulaire procédera en effet à l'installation et à la mise en ordre de marche du matériel, puis, des tests seront effectués de façon contradictoire dans le but de vérifier l'aptitude des matériels fournis et installés à remplir les fonctions exigées (cf. art 4).

Les cartons et emballages doivent être évacués, sauf contrordre, par le titulaire.

Pour le lot 4 :

Le matériel livré est installé et mis en service par le titulaire en lieux et places indiqués par l'Université Jean Monnet dans le délai maximum de 3 jours après la livraison.

Le titulaire procédera en effet à l'installation et à la mise en ordre de marche, puis des tests seront effectués de façon contradictoire dans le but de vérifier l'aptitude des matériels fournis et installés à remplir les fonctions exigées (cf. art 4). Toutefois, lorsque celui-ci n'est pas en mesure d'assurer la prestation d'installation ou lorsque sa présence n'est pas nécessaire, l'installation pourra être effectuée par l'Université Jean Monnet.

Dans ce cas, le titulaire demeure pleinement responsable de la conformité des équipements aux stipulations du marché. Il ne pourra en aucun cas, lors des opérations de vérification (VA, VSR) et d'admission, opposer le fait que l'installation n'aurait pas été réalisée par lui-même pour contester un dysfonctionnement, une non-conformité ou un défaut constaté.

Les cartons et emballages doivent être évacués, sauf contrordre, par le titulaire.

3.5 Formation

Pour les lots 1, 2 et 3 :

Le titulaire s'engage à former, sur site, les personnels utilisateurs du Laboratoire BiiO (4 personnes) sur l'appareil livré :

- formation aux bases de l'utilisation de l'appareil, du logiciel et à sa maintenance le cas échéant.

L'offre de formation est décrite dans le [Mémoire Justificatif de l'Offre \(MJO\)](#).

Le titulaire est tenu de prendre contact avec le laboratoire pour convenir d'une date de formation.

Le coût de la formation du personnel doit apparaître sur la DPGF.

Le titulaire devra fournir, à l'issue de la formation, un support pédagogique (manuel utilisateur, procédures de maintenance, documentation technique) remis à chaque participant.

Pour le lot 4 :

La formation n'est pas obligatoire. En effet, la formation est demandée en PSE facultative :

- formation pour 3 personnes aux bases de l'utilisation de l'appareil, du logiciel et à sa maintenance le cas échéant.

Cette formation pourra avoir lieu au laboratoire BIIO, en ligne ou selon tout autre mode de formation.

Le titulaire est tenu de prendre contact avec le laboratoire pour convenir d'une date de formation

Le titulaire devra fournir, à l'issue de la formation, un support pédagogique (manuel utilisateur, procédures de maintenance, documentation technique) remis à chaque participant.

3.6 Déchets d'Équipements Electriques Electroniques

Conformément à la réglementation en vigueur en vertu des articles R543-195 à R543-199 du Code de l'environnement (du décret 2005-829 du 20 juillet 2005), le titulaire fait son affaire de l'organisation et du financement de l'enlèvement et du traitement des déchets issus d'équipements électriques et électroniques professionnels.

Le traitement sélectif, la valorisation et la destruction des déchets d'équipements électriques et électroniques collectés seront réalisés selon les règles en vigueur au moment de leur enlèvement.

4 OPÉRATIONS DE VÉRIFICATION

Pour les lots 1 et 2 :

Les 2 vérifications, quantitative d'une part, qualitative d'autre part, sont effectuées sur le lieu de la livraison par le représentant de l'Université Jean Monnet afin de constater qu'elles répondent aux stipulations du marché.

Les vérifications quantitatives ont pour objet de contrôler la conformité entre la quantité livrée ou le travail fait et la quantité ou le travail commandé par le pouvoir adjudicateur. A l'issue des opérations de vérifications quantitatives, si la quantité fournie ou les prestations de services ne sont pas conformes aux stipulations du marché, le pouvoir adjudicateur peut décider de les accepter en l'état ou de mettre le titulaire en demeure dans un délai qu'il prescrit, soit de reprendre l'excédent fourni, soit de compléter la livraison ou d'achever la prestation.

La mise en conformité quantitative ne fait pas obstacle à l'exécution des opérations de vérifications qualitatives qui ont pour objet de permettre au pouvoir adjudicateur de contrôler que le titulaire a mis en œuvre les moyens définis dans le marché, et qu'il a réalisé les prestations définies dans le marché comme étant à sa charge.

Les vérifications qualitatives comprennent deux étapes (la vérification d'aptitude et la vérification de service régulier) conformément aux dispositions suivantes :

1) Première étape : Vérification d'Aptitude (VA) :

Elle intervient après la Mise en Ordre de Marche (MOM) et a pour objet de constater que les prestations livrées ou exécutées présentent les caractéristiques techniques qui les rendent aptes à remplir les fonctions attendues.

Le délai pour procéder à la vérification d'aptitude est de :

QUINZE JOURS à partir de la date de notification de l'écrit du titulaire avisant que les prestations sont prêtes à être vérifiées ou à défaut de la date de notification par le titulaire du procès-verbal de mise en ordre de marche.

L'Université Jean Monnet pourra si elle le souhaite réduire cette période dans le cas où les prestations seraient validées avant la fin de ce délai.

Si le pouvoir adjudicateur n'est pas en mesure de prendre une décision positive de vérification d'aptitude, il prend une décision d'ajournement ou de rejet.

En cas d'ajournement une nouvelle mise en ordre de marche peut être exécutée à la demande du pouvoir adjudicateur.

2) Deuxième étape : Vérification de Service Régulier (VSR) :

Elle intervient après la VA et a pour but de constater que les prestations fournies sont capables d'assurer un service régulier dans les conditions normales d'exploitation.

La régularité du service s'observe dans un délai de :

VINGT ET UN JOURS à partir du jour de la décision positive de vérification d'aptitude prise par le pouvoir adjudicateur

Le service est réputé régulier si la durée cumulée, dans ce délai, des indisponibilités imputables à chaque élément de matériel ne dépasse pas 2% de la durée d'utilisation effective qui s'étend de 8 heures à 18 heures, du lundi au vendredi, jours fériés et fermetures universitaires exclus.

A l'issue de la vérification de service régulier, le pouvoir adjudicateur a un délai maximal de sept jours pour notifier par écrit au titulaire sa décision de vérification.

► Si le résultat de la vérification est positif, le pouvoir adjudicateur prend une décision de réception des prestations. La réception peut être limitée aux seuls éléments dont la régularité de service a été vérifiée s'ils permettent leur utilisation dans des conditions jugées acceptables par le pouvoir adjudicateur.

► Si le résultat de vérification est négatif, le pouvoir adjudicateur prend une décision écrite notifiée au titulaire soit d'ajournement avec vérification de la régularité de service pendant une période supplémentaire de un mois, de réception avec réfaction, ou de rejet.

► Si le pouvoir adjudicateur ne notifie pas sa décision dans le délai de sept jours, la vérification de service régulier est considérée comme positive et la réception acceptée.

► Les frais de manutention et de transport qui naîtraient de l'ajournement, ou du rejet des prestations sont à la charge du titulaire.

LOTS 1 & 2	
Type de vérification	Délai de vérification
MOM (Mise en Ordre de Marche)	après l'installation du matériel
VA (Vérification d'Aptitude)	15 jours maximum après la MOM
VSR (Vérification de Service Régulier)	21 jours maximum après la VA

Pour les lots 3 et 4 :

Les 2 vérifications, quantitative d'une part, qualitative d'autre part, sont effectuées sur le lieu de la livraison par le représentant de l'Université Jean Monnet afin de constater qu'elles répondent aux stipulations du marché. Par dérogation aux articles 27 et 30 du CCAG FCS, il est convenu de ce qu'il suit :

- les opérations de *vérification quantitative* ont pour objet de contrôler la conformité entre la quantité livrée ou la prestation effectuée et la quantité indiquée sur le bon de commande ou le marché.

- les opérations de *vérification qualitative* ont pour objet de contrôler la conformité des fournitures ou des services exécutés avec les spécifications du marché. Elles couvrent entre autres, la conformité du matériel livré à la description effectuée dans le descriptif.

La réception et la vérification des fournitures pourront être effectuées aux points de livraison (cf. Article 3.2 du CCAP) en présence, si la demande en est faite par le titulaire, d'un de ses représentants. Les fournitures jugées défectueuses par les parties ou comportant une erreur avérée seront rejetées et remplacées sans frais et sous 48 heures.

Les opérations de vérifications s'effectuent conformément aux articles 28 à 30 du CCAG/FCS concernant les fournitures.

La personne publique procède aux opérations de vérification telles qu'indiquées ci-dessus et notifie sa décision dans un délai de quinze jours.

Les frais de manutention et de transport qui naitraient de l'ajournement ou du rejet des prestations sont à la charge du titulaire.

LOTS 3 & 4	
Type de vérification	Délai de vérification
Vérification quantitative et qualitative simple	15 jours maximum après réception

Les délais sus-indiqués ne tiennent pas compte des fermetures universitaires, à savoir :

- Fermeture estivale : du 25/07/2026 au 19/08/2026 inclus
- Fermeture hivernale : du 19/12/2026 au 03/01/2027 inclus

5 TRANSFERT DE PROPRIETE

L'admission des prestations entraîne le transfert de propriété. Si la remise des prestations au pouvoir adjudicateur est postérieure à leur admission, le titulaire assume, jusqu'à leur remise effective, les obligations du dépositaire.

Le titulaire reste seul responsable, sauf faute du pouvoir adjudicateur, des dommages subis par ces fournitures du fait de toute cause autre que l'exposition à la radioactivité artificielle ou les catastrophes naturelles dûment reconnues. Contrairement à l'article 8.2 du CCAG/FCS, cette stipulation s'applique en cas d'adjonction d'équipements fournis par le pouvoir adjudicateur au matériel du titulaire et causant des dommages à celui-ci, le titulaire ayant été avisé dans le cadre du marché de cette adjonction.

6 GARANTIE MAINTENANCE - INTERVENTIONS

6.1 Garantie

Par dérogation à l'article 33.1 du CCAG-FCS, les prestations font l'objet d'une garantie minimale de deux ans.

Dans le cas où l'Université Jean Monnet doterait le matériel acheté d'options intégrées, et ce, en même temps que l'achat principal, ces dernières seraient automatiquement affectées du même temps de garantie.

Les obligations imposées par la garantie s'appliqueront conformément aux articles 33.2 à 33.5 du CCAG-FCS.

La garantie couvre les frais de déplacement du personnel, de conditionnement, d'emballage et de transport de matériel nécessités par la remise en état ou le remplacement. Le délai de garantie est prolongé du délai de privation de jouissance.

Si à l'expiration du délai de garantie, le titulaire n'a pas procédé aux remises en état prescrites, ce délai est prolongé jusqu'à l'exécution complète des remises en état.

Tous les frais d'expédition et d'échange sont à la charge du titulaire.

6.2 Maintenance préventive

Pour les lots 1, 2 et 3 :

Il n'est pas demandé de prestation de maintenance préventive sur site si le candidat propose un matériel neuf.

Il est demandé, en PSE facultative, une prestation de maintenance préventive d'une durée de 2 ans à compter de l'admission, si le candidat propose un matériel d'occasion ou de démonstration.

Pour le lot 4 :

Il n'est pas demandé de prestation de maintenance préventive.

6.3 Modalités d'intervention - Maintenance

Le titulaire doit répondre à toute demande de l'Université Jean Monnet afin de remédier à tout dysfonctionnement du matériel pendant la durée de garantie et de maintenance de celui-ci.

Pour les matériels dont la maintenance se fait sur site :

Les interventions sur site s'effectuent à l'intérieur de la plage horaire définie ci-après et appelée "période d'intervention" : de 8h00 à 18h00 du lundi au vendredi, jours fériés exclus

Pendant leur présence dans les locaux, les préposés du titulaire sont assujettis aux règles d'accès et de sécurité du pouvoir adjudicateur.

Elle est effectuée suivant les indications articles 32.1 et suivant du CCAG/FCS.

Le titulaire obtiendra du constructeur la garantie d'approvisionnement de tous les éléments de matériel (ensemble, sous-ensemble, modules et pièces détachées) nécessaires à l'entretien et à la maintenance, pendant une durée de 10 ans à compter de la date d'admission de l'installation.

6.4 Garantie contre les vices cachés

Cette garantie sera mise en œuvre conformément aux articles 1641 et suivants du code civil.

6.5 Garantie par rapport aux tiers

Le titulaire garantit la personne publique contre toutes les revendications des tiers relatives aux prestations en ce qui concerne la propriété industrielle de celles-ci, les procédés, les méthodes et les moyens de fabrication.

Si la personne publique est victime d'un trouble dans la jouissance des fournitures livrées, le titulaire doit prendre immédiatement des mesures propres à le faire cesser.

7 RGPD

7.1 Conformité au Règlement Général sur la Protection des Données

En application de l'article 5.2.3 du CCAG FCS, l'Université Jean Monnet précise les mesures à suivre pour la protection des données à caractère personnel.

Le titulaire est un sous-traitant au sens du règlement européen 2016/679 du 27 avril 2016 (dit "règlement général sur la protection des données" - RGPD) lorsqu'il traite dans le cadre du marché, des données à caractère personnel pour le compte de la personne publique. Le règlement précise que la protection des données personnelles nécessite de prendre des "mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir un niveau de sécurité adapté au risque" (article 32). Il renforce les droits des résidents européens sur leurs données et responsabilise l'ensemble des acteurs traitant ces données (responsables de traitement et sous-traitants) qu'ils soient ou non établis au sein de l'union européenne.

Le règlement impose des obligations spécifiques aux sous-traitants dont la responsabilité est susceptible d'être engagée en cas de manquement.

7.2 Délégué à la Protection des Données (DPD) / Data Privacy Officer (DPO)

Le prestataire communiquera dans sa réponse le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données (DPD), s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données.

7.3 Mesures de sécurité

Le prestataire détaillera les mesures de sécurité qu'il entend mettre en œuvre conformément à l'article 32.

Le prestataire devra décrire les mesures techniques et organisationnelles garantissant un niveau de sécurité adapté au risque, y compris entre autre :

- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans les délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure visant à tester, à analyser, et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

7.4 Description des traitements de données à caractère personnel pilotés par le prestataire en son nom ou en sous-traitance

Le prestataire devra décrire tout traitement de données à caractère personnel effectué dans le cadre du maintien de service de la solution proposée en détaillant les points suivants :

- nature des opérations réalisées sur les données ;
- la ou les finalités du traitement ;
- les catégories des données à caractère personnel traitées ;
- les catégories de personnes concernées.

7.5 Registre des catégories d'activité de traitement

Le prestataire déclarera s'il tient par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du responsable de traitement et il devra fournir la liste des éléments saisis dans celui-ci.

7.6 Sort des données

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le prestataire sous-traitant devra décrire la procédure engagée sur la destruction ou le renvoi des données à caractère personnel.

7.7 Documentation

Le prestataire sous-traitant met à la disposition du responsable de traitement la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ces obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par le responsable de traitement ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

8 ASSURANCES

Le titulaire doit contracter des assurances garantissant sa responsabilité à l'égard des tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par la conduite de prestations ou les modalités de leur exécution. Cette assurance doit être suffisante au regard de l'objet du marché.

Dans un délai de 15 jours après la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, ainsi qu'après demande de l'Université Jean Monnet, le titulaire devra justifier qu'il est en possession d'une assurance garantissant les tiers en cas d'accident ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Les franchises souscrites par les sociétés restent à leur charge exclusive.

9 PENALITES

Les prestations qui font l'objet du présent marché seront effectuées dans le délai auquel le titulaire s'est engagé lors de la réponse à l'appel d'offres. Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, le titulaire ne bénéficiera pas de l'exonération d'application de pénalités inférieures à 1000 €, l'université Jean Monnet fixe le seuil d'exonération à 500 €.

Le montant des pénalités ne pourra dépasser 10 % du montant total hors taxe du marché ou du bon de commande.

9.1 Dépassement du délai contractuel d'exécution

Les pénalités commencent à courir le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution est dépassé, sans mise en demeure préalable. Elles sont calculées par application de la formule suivante :

$$P = \frac{V * R}{1000}$$

dans laquelle :

P = le montant de la pénalité,

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant en prix de base, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable,

R = le nombre de jours de retard.

La même pénalité peut être appliquée en cas de non livraison à l'adresse exacte (y compris en étage) indiquée sur le bon de commande.

9.2 Défaut de maintenance

Pour les lots 1, 2 et 3 :

Si la durée d'indisponibilité dépasse les seuils fixés à l'article 6.2, le titulaire est soumis à des pénalités calculées selon la formule :

$$P = \frac{V * R}{30}$$

dans laquelle :

P = le montant de la pénalité,

V = le montant de la prestation de maintenance considérée,

R = le nombre de jours de retard.

La pénalité continuera de s'appliquer tant que l'intervention n'aura pas eu lieu ou que l'indisponibilité de l'appareil se prolongera. (L'indisponibilité est le temps qui s'écoule entre la demande d'intervention faite par tout moyen approprié par l'administration au titulaire, et la constatation de la disparition du désordre).

9.3 Exécution par défaut

En outre, le pouvoir adjudicateur est autorisé à se fournir là où il le juge convenable, du seul fait du retard, du refus de livraison, ou de la livraison défectueuse non remplacée. Au cas où il en résulte une différence de prix au détriment de l'administration, cette différence est mise de plein droit à la charge du titulaire du marché et imputée d'office sur le montant du plus prochain paiement effectué à son profit.

9.4 Pénalités pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10% du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

9.5 Pénalités pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialités

En cas de violation des dispositions de l'article 7 du présent CCAP, le titulaire s'expose aux pénalités suivantes :

- en cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles n'impliquant pas des données à caractère personnel : application d'une pénalité égale à 0,5 % du montant exécuté du marché public à la date de constatation du fait générateur ;
- en cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles impliquant des données à caractère personnel : application d'une pénalité égale à 2 % du montant exécuté du marché public à la date de constatation du fait générateur.

10 RELATIONS AVEC L'UNIVERSITE

Le titulaire s'engage auprès de l'Université Jean Monnet à mettre en place une procédure de suivi de la prestation (nom et coordonnées de la personne chargée du suivi du marché).

Si les responsables et autres intervenants nommément désignés par le titulaire ne sont plus en mesure de remplir leur mission, le titulaire devra en aviser immédiatement le pouvoir adjudicateur et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas compromise.

A ce titre, obligation lui est faite de désigner un remplaçant et d'en communiquer les nom et titre au pouvoir adjudicateur dans un délai de 3 semaines.

11 OBLIGATION DE DISCRÉTION - SECRET PROFESSIONNEL

Le titulaire est tenu de maintenir confidentielle toute communication de renseignements, documents ou objets quelconques, reçue à titre confidentiel, à l'occasion de l'exécution du marché. Ces renseignements, documents ou objets ne peuvent, sans autorisation du pouvoir adjudicateur, être communiqués à d'autres personnes étrangères à l'exécution du marché. Il en est pareillement de tout renseignement de même nature parvenu à la connaissance du titulaire à l'occasion de la livraison de la fourniture ou de l'exécution du service.

De ce fait, le titulaire s'engage à informer son personnel qu'il est astreint à observer toutes les obligations relatives au secret professionnel concernant les informations et les documents dont ils ont eu connaissance lors de l'exécution du présent marché.

12 CLAUSE D'EVOLUTION DU MATERIEL

Seuls des produits venant en remplacement de ceux initialement prévus peuvent être proposés par le titulaire. Le prix de ces nouveaux matériels, dont les performances doivent être au moins équivalentes, sera au plus égal à celui des produits auxquels ils se substituent.

La substitution est subordonnée à l'accord préalable du pouvoir adjudicateur. Le titulaire est tenu de l'informer par lettre recommandée avec accusé de réception, de la nature et de l'importance des changements devant intervenir sur ces matériels. Cette information devra être accompagnée des données techniques liées à ces changements. Le titulaire devra également joindre le bordereau de prix modifié en fonction de ces éléments (sous format papier et format électronique).

Les nouveaux produits, comme définis ci-dessus, sont introduits dans le marché, sans qu'il soit besoin d'établir un avenant, si le pouvoir adjudicateur n'a pas fait d'observation dans le délai de 15 jours à compter de la réception du courrier correspondant du titulaire.

Les produits de substitution proposés par le titulaire doivent être compatible et cohérent avec le matériel en place. Si le titulaire ne peut remplir cette exigence, l'université Jean Monnet se réserve le droit de passer commande en dehors du marché.

Si le titulaire n'est pas en mesure de fournir un produit équivalent à un produit ayant disparu de sa gamme, pour prix identique ou moindre, l'université Jean Monnet se réserve le droit de passer commande en dehors du marché.

13 DEROGATION A L'EXCLUSIVITE DE L'ACCORD-CADRE

Sans préjudice des cas prévus à la clause d'évolution du matériel, l'acheteur se réserve le droit, pour des besoins occasionnels, de commander en dehors du marché dans la limite de 20% du prix total estimé du marché H.T. et de 40 000 € H.T. par an.

14 PRIX ET REVISION DES PRIX

14.1 Prix

L'ensemble des lots sont traités à prix forfaitaires.

Contenu des prix :

Les prix sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant la prestation ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, à l'assurance, au stockage, au transport jusqu'au lieu de livraison ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Les montants des comptes sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur lors de la livraison.

Concernant le prix couvrant les prestations de maintenance : contrairement à l'article 10.1.4 du CCAG FCS,

La rémunération du titulaire au titre de la maintenance couvre notamment la valeur des pièces ou éléments, outillages ou ingrédients nécessaires, ainsi que les frais de la main d'œuvre qui leur est affectée, y compris les indemnités de déplacement et les frais nécessités par les modifications mentionnées à l'article 32.1 du CCAG/FCS....

Contrairement à l'article 10.2.2 du CCAG/FCS, les prix à payer sont ceux applicables à la date de commande.

14.2 Actualisation

L'actualisation des prix, si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre la date à laquelle le candidat a fixé son prix et la date de début d'exécution des prestations, se fera selon la formule :

$$C_n = \frac{I_d - 3}{I_0}$$

Dans laquelle I_0 et $I_d - 3$ sont les valeurs prises respectivement au mois zéro et au mois ($d - 3$) pour l'indice de référence I du marché concerné, sous réserve que le mois de début du délai contractuel des prestations soit postérieur de plus de trois mois au mois zéro.

Pour l'application de ces dispositions, le titulaire devra avoir fourni le barème de ses prix de référence lors de la réponse à l'appel d'offres ainsi que pour l'actualisation.

Indice I pour ce marché : 010764233

Mois 0 : mois précédant la remise des offres

Le prix ainsi réactualisé sera ferme selon les dispositions de l'article **14.3**.

14.3 Variation des prix

Les prix sont fermes.

14.4 Clause de sauvegarde

Sans objet.

15 AVANCE FORFAITAIRE

Conformément aux articles R2191-3 à R2191-19 du Code de la commande publique, lorsque le montant initial du marché, de la tranche affermie le cas échéant, ou de la période de reconduction est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois, une avance forfaitaire de 5 % du montant T.T.C. des prestations à exécuter dans les douze premiers mois est accordée au titulaire, sauf refus formel de ce dernier, hors catégories des micros, petites et moyennes entreprises.

Dans le cas où le délai d'exécution du marché, de la tranche affermie le cas échéant ou la période de reconduction serait supérieur ou égal à douze mois, l'avance forfaitaire sera de 5% d'une somme égale à douze fois le montant initial TTC divisé par sa durée exprimée en mois.

L'avance est calculée sur le montant du marché diminué des montants dus aux sous-traitants. Les sous-traitants admis au paiement direct peuvent prétendre au versement d'une avance dès lors que le montant initial et total (montant dû au titulaire et montant sous-traitance compris) du marché, de la tranche affermie le cas échéant, ou de la période de reconduction est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Lorsque le titulaire du marché ou son sous-traitant admis au paiement direct est une micro, ou une petite et moyenne entreprise au sens de l'article R2151-13 du Code de la commande publique, le pourcentage de l'avance forfaitaire est porté à 10% du montant T.T.C. des prestations à exécuter dans les douze premiers mois, dès lors que le montant initial du marché, de la tranche affermie le cas échéant, ou de la période de reconduction est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux mois.

Le cas échéant, l'avance forfaitaire sera de 10% d'une somme égale à douze fois le montant initial TTC divisé par sa durée exprimée en mois dès lors que le délai d'exécution du marché est supérieur ou égal à douze mois.

Le remboursement de l'avance forfaitaire sera effectué par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire, lorsque le montant des prestations effectuées au titre du présent marché atteint ou dépasse 65 % du montant du marché.

Le remboursement doit être terminé lorsque ce pourcentage atteint 80 %.

16 RETENUE DE GARANTIE

Conformément à l'article R2191-32 du Code de la commande publique, une retenue de garantie de 5 % sera appliquée. En application de l'article R2191-36 du même Code, cette retenue de garantie pourra être remplacée par une garantie à première demande ou par une caution personnelle et solidaire. Ce document bancaire devra être envoyé par LRAR par la banque elle-même à l'Université Jean Monnet – Service Achats et Marchés publics – 10, rue Tréfilerie CS 82301 – 42023 Saint-Etienne cedex 2. A défaut, le pouvoir adjudicateur pourra refuser le remplacement de la retenue de garantie de 5 %. Conformément à l'article R2191-33 du Code de la commande publique, le taux de la retenue de garantie est porté à 3% concernant les micros, petites et moyennes entreprises au sens de l'article R2151-13 du Code de la commande publique.

La retenue de garantie est remboursée ou les établissements ayant accordé leur caution ou leur garantie à première demande sont libérés un mois au plus tard après l'expiration du délai de garantie, sauf réserves notifiées au titulaire du marché ou aux établissements ayant accordé leur caution ou leur garantie à première demande avant l'expiration du délai de garantie.

Dans le cas où la durée de garantie serait accordée pour une période supérieure à deux ans, il sera considéré que la retenue de garantie sera remboursée ou les établissements ayant accordé leur caution ou leur garantie à première demande seront libérés un mois au plus tard après l'expiration de ce délai de 2 ans, sauf réserves notifiées au titulaire du marché ou aux

établissements ayant accordé leur caution ou leur garantie à première demande avant l'expiration du délai de garantie.

17 PAIEMENT - ÉTABLISSEMENT DES FACTURES

17.1 Présentation des factures

Les factures seront libellées à l'attention du Service indiqué sur le bon de commande.

Chaque facture porte, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- nom et adresse du créancier
- numéro SIRET
- n° de facture
- date de facturation
- date à laquelle est effectuée ou achevée la livraison des biens ou la prestation de service (si différente de la date de facturation)
- numéro de son compte bancaire ou postal, tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement
- numéro du marché
- numéro du bon de commande
- fourniture livrée exactement définie (quantité, dénomination précise, prix unitaire HT)
- montant hors T.V.A. de la fourniture livrée
- taux et montant de la T.V.A. (*)
- montant total T.V.A. incluse (*)

() Pour les fournisseurs étrangers membres de l'Union Européenne, les factures seront libellées HT avec mention du numéro de TVA intracommunautaire.*

Concernant la facturation électronique, l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique instaure une obligation de dématérialisation des factures reçues et émises par l'ensemble de la sphère publique. En vertu de l'articles L2192-1 du Code de la Commande publique, le titulaire ainsi que les sous-traitants transmettent leurs factures sous forme électronique en utilisant une solution mutualisée, mise à disposition par l'Etat.

L'UJM utilise le Portail **CHORUS PRO (<https://chorus-pro.gouv.fr/>)**. Il permet le dépôt, la réception, la transmission des factures électroniques et leur suivi, et est mis gratuitement à la disposition des fournisseurs.

Il ne peut être facturé que les prestations effectuées.

L'absence d'une mention obligatoire, prévue par l'article D2192-2 du Code de la commande publique, et plus particulièrement la référence du marché et le numéro de bon de commande (correspondant au numéro d'engagement sur Chorus) entraîne le rejet de la facture au titulaire et la suspension du délai de paiement jusqu'à réception de la facture conforme aux prescriptions ci-dessus énoncées.

Le pouvoir adjudicateur accepte ou rectifie la demande de paiement. Il la complète, éventuellement, en faisant apparaître les avances à rembourser, les primes et les réfections imposées. Il arrête le montant de la somme à régler et, s'il est différent du montant figurant dans la demande de paiement, il le notifie au titulaire.

17.2 Paiement

Lot 1

Pour l'acquisition du matériel, le paiement se fera ainsi :

- 50% à la remise au titulaire du procès-verbal de Mise en Ordre de Marche (MOM)
- 50% à l'admission de la prestation

Pour la prestation de maintenance dans le cas d'un matériel non neuf (PSE facultative), le paiement se fera à terme à échoir.

Lot 2

Pour l'acquisition du matériel, le paiement se fera ainsi :

- 50% à la remise au titulaire du procès-verbal de Mise en Ordre de Marche (MOM)
- 50% à l'admission de la prestation

Pour la prestation de maintenance dans le cas d'un matériel non neuf (PSE facultative), le paiement se fera à terme à échoir.

Lot 3

Pour l'acquisition du matériel, le paiement se fera à l'admission de la prestation

Pour la prestation de maintenance dans le cas d'un matériel non neuf (PSE facultative), le paiement se fera à terme à échoir.

Lot 4

Pour l'acquisition du matériel, le paiement se fera à l'admission de la prestation.

17.3 Délai de paiement

Le délai de paiement est de 30 jours à compter soit de la date de réception la facture, soit de la date d'exécution des prestations, soit de la date du constat de la conformité de la prestation selon les modalités des articles R2192-10 à R2192-37 du Code de la commande publique.

Le cas échéant, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Les intérêts moratoires ainsi qu'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40€ seront versés aux titulaires dans un délai de 45 jours suivant la mise en paiement du principal.

Les articles R2192-10 à R2192-37 du Code de la commande publique ayant pour objectif d'améliorer la qualité des rapports avec les titulaires de marchés publics par la maîtrise des délais de règlement, l'université Jean Monnet décrit ci-après ces modalités d'ordonnancement et de contrôle comptable.

L'ordonnancement est effectué par le service acheteur.

L'ordonnateur veille à la qualité des dossiers d'ordonnancement, notamment à la présence de toutes les pièces justificatives nécessaires au comptable. Il s'engage, sauf suspension du délai de paiement notifié au titulaire, à transmettre les dossiers dans les 20 jours.

Le comptable public désigné art. 2.7.1, s'engage à effectuer ses contrôles et procéder au paiement dans le délai restant afin de respecter le délai global de paiement.

17.4 Cession ou nantissement de créance

Conformément aux articles R2191-45 à R2191-63 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur remettra au titulaire, à sa demande, un certificat de cessibilité conforme au modèle défini par arrêté du ministre chargé de l'économie. Ce certificat sera remis par l'organisme bénéficiaire de la cession ou du nantissement au comptable assignataire des paiements désigné à l'article 2.7.1 du présent CCAP.

Ce document original sera demandé par le pouvoir adjudicateur pour toute modification liée à une déclaration de sous-traitance aux fins de mise à jour.

18 UNITE MONETAIRE

Le présent marché est conclu en euros.

19 **RESILIATION**

Les dispositions du cahier des clauses administratives générales relatives aux modalités de résiliation sont applicables à l'exclusion de l'article 40.2 du CCAG/FCS (ordre de service tardif).

Dans tous les cas, la résiliation aux torts du titulaire peut être prononcée lorsque ce dernier a contrevenu aux dispositions contractuelles du présent marché.

Au cas où une action judiciaire serait engagée, sera seul compétent le Tribunal dans le ressort duquel est située l'Université Jean Monnet.

Dans les hypothèses énumérées à l'article 40 du CCAG/FCS, le titulaire devra notifier immédiatement au pouvoir adjudicateur tous documents portant modification ainsi que la justification de son enregistrement légal. A défaut, la personne publique se réserve le droit de résilier le marché en application du CCAG/FCS.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R.1263-12, D8222-5 ou D8254-2 à D8254-5 du code du travail et conformément aux articles L2141-7 à L2141-11 du même Code, il est fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

20 **DOCUMENTS A PRODUIRE EN COURS DE MARCHÉ**

Dans un objectif de lutte contre le travail dissimulé et de respect du code de la commande publique, le titulaire s'engage à fournir tous les 6 mois à compter de la notification du marché et jusqu'à la fin de l'exécution de celui-ci, les pièces et attestations sur l'honneur prévues à l'article D 8222-5 ou D 8222-7 du code du travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne mise à disposition, gratuitement, par l'Université Jean Monnet, à l'adresse suivante :

<https://declarants.e-attestations.com>

A défaut de répondre à cette obligation, le titulaire s'expose à une résiliation à ses torts du marché en cours. Dans tous les cas, le titulaire devra s'assurer de faire parvenir dans les mêmes conditions de régularités :

❖ *Pour le titulaire français*

- L'attestation d'assurance pour la période concernée
- Une attestation de fourniture des déclarations fiscales et d'acquiescement des impôts, taxes, contributions au 31 décembre de l'année précédant la mise en concurrence fournie par l'organisme compétent, datée du jour le plus proche de la date de la demande émanant de l'Université Jean Monnet et au maximum du dernier jour du mois précédant la demande.
- Les pièces prévues aux articles R.1263-12, D8222-5 ou D8254-2 à D8254-5 du code du travail (à fournir tous les six mois) :
 - une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale
 - la liste nominative des salariés étrangers employés par ce dernier et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L.5221-2. Cette liste (à produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du contrat), établie à partir du registre unique du personnel, précise pour chaque salarié : sa date d'embauche, sa nationalité, le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail

❖ *Pour le titulaire étranger*

- L'attestation d'assurance pour la période concernée

- Une attestation de fourniture des déclarations fiscales et d'acquittement des impôts, taxes, contributions au 31 décembre de l'année précédant la mise en concurrence fournie par l'organisme compétent
- Les pièces prévues aux articles R.1263-12, D8222-5 ou D8254-2 à D8254-5 du code du travail (à fournir tous les six mois) :
 - un document attestant de la régularité de la situation sociale du cocontractant au regard du règlement (CE) n° 883/2004 du 29 avril 2004 ou d'une convention internationale de sécurité sociale et, lorsque la législation du pays de domiciliation le prévoit, un document émanant de l'organisme gérant le régime social obligatoire et mentionnant que le cocontractant est à jour de ses déclarations sociales et du paiement des cotisations afférentes, ou un document équivalent ou, à défaut, une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du code de la sécurité sociale. Dans ce dernier cas, elle doit s'assurer de l'authenticité de cette attestation auprès de l'organisme chargé du recouvrement des cotisations et contributions sociales
 - en cas de détachement de salariés étrangers sur le territoire national pour l'exécution de ce contrat, dans les conditions définies à l'article L. 1262-1, une liste nominative des salariés étrangers soumis à autorisation de travail, comprenant les indications prévues à l'article D. 8254-2. Cette liste (à produire tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du contrat), établie à partir du registre unique du personnel, précise pour chaque salarié : sa date d'embauche, sa nationalité, le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail

21 **DEROGATIONS**

Article du CCAP dérogeant	A l'article du CCAG - FCS
2.7.2	4.1 (pièces contractuelles)
3.2	20.2.2 (propriété emballage)
3.3	19 (disponibilité des locaux)
3.3	21.3 (bon de livraison)
4	27 & 30 (vérifications)
5	8.2 (réparation dommages)
6.1	33.1 (durée garantie)
9	14.1.3 (pénalités pour retard)
14.1	10.1.4 (marchés comportant des prestations de maintenance)
14.1	10.2.2 (Prix)
19	40.2 (résiliation)